

ATELIER N° 2

Exclusion sociale et violence Éducation pour la cohésion sociale

Document d'aide au débat

Introduction

La scolarité publique obligatoire et uniformisée a traditionnellement été l'instrument central de la création et du renforcement d'un sentiment commun d'appartenance, d'identité et de cohésion sociale à l'intérieur du modèle de l'état nation. Pourtant il arrive parfois que la scolarisation échoue à remplir cette fonction essentielle, reflétant et même exacerbant les tensions et conflits politiques et sociaux existants. Ainsi, l'efficacité de l'éducation formelle comme instrument d'intégration et de cohésion sociale est-elle de plus en plus remise en question à mesure que les changements structurels rapides qui accompagnent les multiples processus de la mondialisation affaiblissent les modèles traditionnels d'organisation sociale, politique et économique. Les préoccupations relatives à la détérioration de la cohésion sociale proviennent le plus souvent d'une augmentation observée dans les écarts de revenus dans ou à travers les pays, de la montée de l'exclusion sociale et d'une hausse visible dans toutes les sociétés, de la fréquence des diverses manifestations de violence. L'exclusion sociale, les conflits armés et la violence en milieu scolaire sont devenus des problèmes de société et des sujets de préoccupation importants nécessitant une révision radicale du rôle de l'éducation garant de la cohésion sociale.

Comment les multiples manifestations de violence sont-elles liées à l'exclusion sociale? Lorsqu'on essaie d'établir une relation entre les processus d'exclusion sociale et la violence, il est primordial de se rappeler que l'exclusion des services sociaux de base, des modes de production, de la sécurité, de la participation politique ou de la citoyenneté est avant tout une violation claire des droits fondamentaux de l'homme. De même que la tentative d'établir une relation entre les processus d'exclusion sociale et les diverses manifestations de violence ne doit pas occulter le fait que la question principale ne se limite pas au simple souci fonctionnel de réduire la violence et de renforcer la cohésion sociale, mais se rapporte plutôt au problème de l'équité et du respect des droits fondamentaux de tous. En tenant compte de cet avertissement, on comprend alors les processus multiples d'exclusion sociale comme impliquant généralement l'affaiblissement ou la désintégration des liens sociaux, ou ce que l'on pourrait exprimer par la « désocialisation » sur les plans économique, symbolique ou politique. Dans ce cas, l'exclusion sociale serait perçue comme une menace à la cohésion sociale et par conséquent comme un danger pour la stabilité sociale.

" L'un des grands dangers qui menacent le monde aujourd'hui est le nombre croissant des personnes exclues d'une participation effective à la vie économique, sociale, politique et culturelle de leurs communautés... " (UNESCO : 1998 ; p. 5)

Le problème

S'il est clair que la violence représente une menace à la cohésion sociale, l'affaiblissement ou la désintégration de la cohésion sociale mènent-ils nécessairement à la violence? On pourrait certes alléguer que les manifestations de violence physique sont des indices de la rupture des liens sociaux qui accompagne les multiples processus d'exclusion sociale sur les plans

culturel, politique et économique. **Comment alors le contenu et les processus de l'éducation formelle sont-ils liés aux processus de l'exclusion sociale et à des modèles de violence associés à la rupture de la cohésion sociale?** Une fois présentés les éclaircissements épistémologiques nécessaires des termes « exclusion sociale » et « violence », ce document esquisse quelques idées relatives aux causes et conséquences des diverses manifestations de violence du point de vue de la dialectique de leurs relations avec le contenu et le processus de l'éducation. Plus précisément, la discussion s'organisera autour des groupes de questions directrices suivants :

1. Quelles **conséquences** la violence « sociétale » a-t-elle sur l'éducation? A quel point et par quels moyens la violence sociétale se traduit-elle dans le vécu de l'enseignement à l'école? De quelle manière la violence sociétale est-elle liée à la violence en milieu scolaire?
2. Dans quelle mesure et comment l'éducation formelle agit-elle comme **catalyseur** ou comme accélérateur du processus de désintégration sociale et du déclenchement de la violence?
3. Comment l'éducation peut-elle contribuer de manière efficace à renforcer ou à reconstruire la cohésion sociale et à **prévenir** la violence à l'école et dans la société en général?

Questions épistémologiques

Toute tentative d'identifier et d'explorer les interrelations entre l'exclusion sociale, la violence et l'éducation requiert une définition claire des frontières qui séparent ces termes normatifs. Bien que largement utilisés, des termes tels que « violence » et « exclusion sociale » contiennent des composantes multiples et peuvent être abordés de différentes manières. Ils sont donc difficiles à définir et un éclairage différent projeté sur l'un des éléments qui les constituent peut aboutir à des interprétations et des usages différents du concept. De même que l'absence d'une définition claire et précise de ce que désigne chaque terme rend leur utilisation moins pertinente sur le plan de l'analyse. Ainsi, on évoquera brièvement dans ce paragraphe certains points d'épistémologie se rapportant aux termes d'exclusion sociale » et de « violence » avant de reconnaître leurs interrelations.

Exclusion sociale

Le terme « exclusion sociale » est un paradigme social né en Europe Occidentale il y a environ 40 ans et utilisé pour désigner l'exclusion des pauvres des profits qui accompagnaient alors la croissance économique et le « progrès ». A cette époque, le terme décrivait un état de **pauvreté** et de vulnérabilité, d'inadaptation sociale et de marginalisation. L'association progressive de la notion d'exclusion avec celle d'« égalité » avait rendu l'expression pertinente, en termes d'analyse, pour l'élaboration des politiques, à travers l'accent mis non seulement sur l'identification des groupes définis comme « exclus », mais surtout sur les processus politiques et culturels qui engendrent **l'inégalité** et l'exclusion. A l'intérieur de ce cadre, le processus et le contenu de l'éducation formelle, à savoir l'inadaptation et l'uniformité de l'école jointes aux inégalités d'accès étaient considérés comme contribuant à la reproduction de plus grandes inégalités et de plus d'exclusion sociale.

Au milieu des années 70, l'expression d'« exclusion sociale » se verra utilisée essentiellement en référence à l'émergence du chômage structurel. Elle désignait alors non seulement l'exclusion du marché du travail mais aussi des modes de socialisation connexes vécus à travers l'accès à la consommation, l'identité et la reconnaissance sociale associée à une activité génératrice de revenus. L'exclusion du marché du travail signifiait ainsi un risque de **marginalisation** - l'affaiblissement ou même la rupture des liens sociaux créés par

l'intégration dans le marché du travail. En plus des inégalités dans l'accès à l'emploi, les revenus et la consommation, l'« exclusion sociale » est alors associée à des processus d'accumulation de handicaps sociaux et à la **rupture progressive des liens sociaux**.

Dépassant la définition initiale statique exprimée en termes de seuils de pauvreté, « l'exclusion sociale » a acquis depuis une connotation plus dynamique et multidimensionnelle. Plus qu'une simple description d'un état, la notion d'exclusion sociale tente aujourd'hui d'identifier les différents **processus** politiques, sociaux et économiques de faiblesse sociale qui génèrent une situation d'exclusion. La notion peut donc être considérée comme englobant une série d'exclusions qui peuvent être de nature économique (exclusion de l'emploi, des moyens de production, des terres...), politique (dénégation de la sécurité, de la représentativité, de la citoyenneté, des droits...), ou sociale (exclusion de l'enseignement, des services de santé, ou du logement...). Bien que de telles formes d'exclusion soient avant tout une violation des droits fondamentaux de la personne, l'affaiblissement ou la rupture des liens sociaux qu'elles entraînent, ou ce qu'on pourrait appeler la « **désocialisation** » ou la « **désintégration sociale** » sur les plans familial, économique, symbolique, politique ou culturel pourraient être perçus comme un affaiblissement de la cohésion sociale et une contribution potentielle à l'instabilité sociale et la violence.

La violence

L'expansion actuelle à utiliser le terme de « violence » occulte souvent les distinctions essentielles entre la nature et les niveaux de violence et rend la notion moins pertinente au niveau de l'analyse. En fait une seule définition large et globale de la violence qui recouvrirait un ensemble d'interactions humaines s'étendant par exemple de la violence collective du conflit armé aux actes individuels d'agression dans la rue ou à la maison et aux formes de dénégation de la dignité humaine liées à l'extrême pauvreté se révèle d'utilité contestable pour l'analyse sociale. Le concept n'est utile à une meilleure compréhension des interrelations entre les processus d'exclusion sociale et l'éducation que s'il est spécifiquement défini. Une distinction fondamentale doit donc être faite entre les formes déclarées, visibles de la violence (« active ») liées aux actes individuels de violence physique, à la violence des gangs et aux conflits armés, par exemple et les formes voilées, invisibles (« passives ») de violence structurelle, symbolique et culturelle. Alors que les dernières sont nécessairement des formes collectives de violence institutionnalisée, les manifestations déclarées de violence (outre la violence contre les biens) peuvent inclure (i) la violence intergroupes sous la forme de conflit armé, de violence de l'état, de violence politique contre l'état, de crime organisé, (ii) la violence interpersonnelle perpétrée par des individus contre d'autres individus à la maison, dans la rue ou à l'école, ou (iii) la violence intrapersonnelle, à savoir la violence dirigée contre soi liée à l'alcoolisme ou à la toxicomanie et d'autres comportements à risque.

Violence déclarée

Catégorie	Manifestations possibles	Niveau d'interaction
Conflit armé	Génocide Ethnocide Guerres entre états Dissensions civiles internes Luttes armées de libération	Collectif : Intergroupe Groupe contre personnes
Violence d'état	Dénégation de droits politiques et culturels Brutalité policière Discrimination institutionnelle	Groupe contre biens
Violence de l'opposition politique	Terrorisme Manifestations violentes	
Violence dans la rue	Guerre de gangs Trafic de drogue Crime organisé	
	Meurtres Pillages Viols	Interpersonnel :
Violence domestique	Menaces Agressions physiques	Personnes contre personnes Personnes contre biens
Violence en milieu scolaire	Vandalisme Brimades	
Comportements à risque	Alcoolisme et toxicomanie Suicide	Intrapersonnel : Auto-destruction

Ce document porte sur les formes déclarées de violence comprises comme **l'usage ou la menace d'usage de la force** aux niveaux intergroupe collectif ou interpersonnel. La violence intrapersonnelle dirigée contre soi constitue un problème de santé et n'entre pas dans le champ de cette discussion. Outre ces distinctions, il est également important de considérer la légalité ou l'illégalité, de même que la légitimité ou l'illégitimité du recours à la violence de la part des individus, des groupes ou de l'état. Enfin, il est important de noter que les effets destructeurs de la violence déclarée sur les individus, les communautés locales et les nations sont clairement identifiés, mais que la combinaison des facteurs accélérateurs qui pourraient expliquer le recours à la violence déclarée ne sont pas toujours faciles à démêler. Ce document évoque quelques uns des liens possibles entre l'éducation et les processus socio-économiques, culturels et politiques qui peuvent s'accompagner de formes diverses de violence, signe d'un effondrement de la cohésion sociale.

L'éducation victime de la violence « sociétale »

Quelles conséquences ont les diverses manifestations de la violence sociétale sur l'éducation? Jusqu'à quel point la violence sociétale se traduit-elle dans le vécu scolaire à l'intérieur de l'école? De quelle manière la violence sociétale est-elle liée à la violence en milieu scolaire?

Conflits armés et accès à l'éducation de base

Le conflit armé est la forme la plus extrême de violence collective et les systèmes éducatifs font partie de ses nombreuses victimes. En effet, la destruction délibérée ou involontaire de l'infrastructure matérielle, l'assassinat et le recrutement d'étudiants et d'enseignants, l'insécurité généralisée, le couvre-feu, l'écroulement des structures administratives et la diminution constante des ressources constituent des obstacles importants à l'application du droit à l'éducation de base dans les zones en proie à des conflits. En fait, un nombre important de pays où l'on notait, durant les années 80, une diminution des effectifs scolaires, étaient déjà reconnus comme victimes d'instabilité politique chronique, d'insécurité ou de conflits armés (Berstecher et Carr-Hill 1990). Durant la dernière décennie d'efforts internationaux en faveur de l'Education pour tous, la violence politique a été progressivement reconnue comme un « défi nouveau » (Amman.1996) et « les besoins des ... enfants et des adultes victimes de conflits armés » ont été représentés dans le cadre d'action de Dakar (2000).

- Parmi les 113 000 000 d'enfants recensés, en âge d'entrer à l'école et non scolarisés, combien résident dans des régions en proie à la violence politique et aux conflits armés ?
- Face à l'expansion manifeste des conflits armés internes à travers le monde, est-il possible d'atteindre les objectifs de l'éducation pour tous?
- Dans quelle mesure le recrutement d'un nombre estimé à 300 000 enfants soldats dans le monde est-il le résultat de l'exclusion de l'éducation de base?
- Dans quelle mesure les interventions en matière d'éducation ont-elles été intégrées avec succès dans la planification des réponses des secours d'urgence?
- Quels types de partenariat se sont révélés efficaces pour répondre aux besoins des populations en matière d'éducation dans les régions en proie à des conflits?

La violence en milieu scolaire

Même s'il n'est pas nouveau, le phénomène de la violence en milieu scolaire est le signe d'un problème social dont la gravité augmente dans les pays du Nord et du Sud ainsi que le reflète la couverture accrue de ce phénomène complexe par les médias. Les formes physiques et symboliques de la violence en milieu scolaire sont multiples et recouvrent les brimades entre jeunes, les menaces et les agressions physiques contre le personnel enseignant, le vandalisme, le racket, et la violence sexuelle. Toute tentative sérieuse de comprendre cette catégorie spéciale de violence dépasse les frontières de l'école elle-même et inclut des considérations sociales plus larges relatives aux tensions engendrées par la situation de crise économique et de transition, l'aliénation culturelle et l'exclusion sociale. La violence symbolique et culturelle de la scolarité reproduit et perpétue largement les inégalités structurelles. Les enseignants des minorités, des immigrants et d'autres groupes éventuellement défavorisés sont souvent moins bien formés pour s'adapter aux exigences normatives et sociales de la culture scolaire profondément enracinée dans les valeurs de la classe moyenne. Dans cette perspective, la violence contre l'école peut être interprétée comme une réponse au processus éducatif lui-même et à l'incapacité du système scolaire de s'adapter aux changements de l'environnement social plus large. Enfin, la violence en milieu scolaire peut aussi être le reflet de la violence dans la société en général, dès lors que la participation active ou passive de la jeunesse à la violence domestique et politique a des répercussions directes sur leur vécu de l'enseignement à l'intérieur de l'école.

- Chacune des manifestations de la violence en milieu scolaire n'est-elle pas de nature différente nécessitant donc des réponses différentes?
- Comment les frustrations nées des attentes non satisfaites de jeunes confrontés au chômage, à l'échec de l'intégration culturelle et à la décomposition des cultures populaires se traduisent-elles en violence à l'école?
- Dans quelle mesure la violence des jeunes envers l'école est-elle un produit de et une réponse à l'expérience scolaire et à la violence symbolique imposée aux étudiants appartenant à des groupes minoritaires et à d'autres groupes défavorisés?

L'éducation catalyseur de la violence

A la fois instrument de domination et d'oppression, ou de démocratie et de libération, l'éducation peut susciter le conflit et la violence. Qu'il soit de plus en plus reconnu que l'éducation est souvent une cible de la violence politique a provoqué un intérêt plus grand pour la manière dont le contenu et le processus de l'éducation pourrait contribuer effectivement à accélérer le déclenchement et le développement de conflits violents. L'étude thématique de Dakar sur l'évaluation de l'éducation dans les situations d'urgence (2000) a reconnu que « les faiblesses des structures et des contenus de l'éducation pourrait avoir contribué aux conflits civils » et que.. « un système d'éducation qui renforce les failles sociales peut représenter une source dangereuse de conflit ».

- Quel rôle exerce l'éducation en tant que catalyseur des multiples processus socioéconomiques, culturels et politiques qui pourraient être associés à l'affaiblissement et à l'effondrement général de la cohésion sociale et au déclenchement de la violence?
- Comment l'éducation formelle contribue-t-elle aux multiples processus sociaux d'exclusion sur les plans économique, politique et culturel?

- Comment l'échec de la scolarisation dans ses fonctions d'intégration et de distribution contribue-t-elle à saper la légitimité des structures de l'autorité en place?
- Dans quelle mesure la recherche a-t-elle réussi à établir des liens de cause à effet entre les contenus et les processus de l'éducation et la violence politique?

Education et exclusion sociale

Bien que le concept d'exclusion sociale se superpose à d'autres cadres conceptuels plus conventionnels tels la pauvreté, l'inégalité et la marginalisation, l'exclusion du système éducatif est souvent perçue comme un processus central par rapport aux autres processus d'exclusion.

"... l'exclusion d'une scolarité minimale aboutit à une exclusion à vie d'autres droits fondamentaux, de l'emploi, de la reconnaissance sociale, de la dignité et par dessus tout du droit à la citoyenneté". (Majumdar : 1996 ; p. 123).

Le fait qu'un grand nombre d'enfants dans de nombreuses régions du monde continue à être privé de l'accès à une éducation de base démontre de façon tragique comment les systèmes d'éducation formelle contribuent à perpétuer les disparités économiques et les inégalités. Quant au changement récent dans l'approche du problème de l'exclusion du système d'éducation centré maintenant sur la demande plutôt que sur l'offre, il montre bien que la pauvreté des ménages et la qualité des services éducatifs sont devenus les éléments clés qui expliquent pourquoi plus de 110 millions d'enfants en âge d'entrer à l'école dans les pays en développement ne peuvent toujours pas avoir accès à l'école. L'exclusion de l'éducation pourrait être perçue comme « une partie d'un réseau complexe de violations des droits de l'homme »(Dakar 2000) ; ainsi la faillite croissante de la scolarité incapable d'assurer l'intégration socio-économique des individus et des groupes au marché du travail et à des niveaux adéquats de consommation amène à s'interroger sur l'efficacité de l'éducation formelle en tant qu'instrument de redistribution et d'ascension sociales.

L'éducation formelle pourrait dès lors contribuer aux disparités de revenus et à l'exclusion sociale, et les identités différentes qui résultent d'une structure basée sur les inégalités constituer une menace sérieuse à la cohésion sociale et au sentiment commun d'identité nationale. De plus, l'échec de l'éducation formelle dans ses fonctions d'édification nationale et de distribution s'accompagne souvent de l'apparition d'attentes trompeuses et de frustrations chez les exclus des instances économiques, culturelles et politiques sapant ainsi la légitimité des structures du pouvoir en place et exacerbant les tensions sociales et les conflits existants ainsi que le potentiel de violence accumulé.

- Etant donné les frustrations énormes et les disparités économiques iniques engendrées par la scolarité, quelles peuvent être les répercussions sur l'objectif de démocratisation de l'enseignement de l'écart entre la distribution de l'éducation formelle et la répartition inégale des gains réels et des possibilités de consommation?

Des processus contradictoires de socialisation

Dans son acception la plus générale, l'éducation peut être définie comme la combinaison de processus de socialisation qui aboutissent à la reproduction d'une génération à l'autre de connaissances, de normes, de valeurs, de croyances et de mythes. Le système scolaire est le modèle institutionnel dominant dans l'histoire de l'éducation formelle et un instrument essentiel de cohésion sociale. Dans sa fonction centrale d'édification nationale, la

scolarisation détruit les liens sociaux traditionnels de la famille étendue, du clan ou du groupe et établit une relation directe entre les individus en tant que citoyens et l'état sur le plan national. Par ce processus, des tensions et des conflits apparaissent souvent entre la culture locale et la culture nationale imposée à travers la scolarité. En outre, la compétition et les contradictions croissantes entre les valeurs, attitudes, croyances et visions du monde transmises par les divers agents de la socialisation tels la famille, les groupes de pairs, l'école, les médias et les institutions religieuses sapent les sources traditionnelles de l'autorité normative et constituent une menace supplémentaire à la cohésion sociale, surtout dans un contexte où la pertinence du modèle d'organisation de l'état-nation dans la vie des individus et des communautés est de plus en plus contestée.

- Comment les différents acteurs de la socialisation peuvent-ils agir ensemble dans un esprit de complémentarité et constituer un processus cohérent et global de socialisation et d'éducation?

La scolarité instrument de domination politique

Les fonctions de la scolarité en tant qu'instrument idéologique de la domination politique peuvent être assurées de manière explicite à travers des structures éducatives autoritaires fonctionnant comme supports de la répression, de l'apartheid et de la discrimination, ou à travers des formes symboliques de violence tels l'imposition dans un milieu multilingue d'une langue officielle unique d'enseignement. La socialisation politique est aussi modelée par les contenus transmis par les programmes officiels, particulièrement dans des domaines tels que l'éducation civique, l'histoire, la géographie et les études religieuses. Consciente de cette réalité, la recherche pédagogique a privilégié au cours de ces dernières années l'analyse de contenu des manuels du point de vue de leur représentation de l'identité dans et hors du groupe et de leur contribution potentielle indirecte aux conflits et aux dissensions communautaires. La socialisation politique est aussi largement déterminée par les programmes non déclarés et par les valeurs, attitudes et croyances transmises de manière informelle à travers la pratique quotidienne des enseignants. C'est dire que l'importance de ces programmes non déclarés et de la transmission informelle des valeurs, perceptions, attitudes et croyances ne doit guère être sous-estimée.

Dans quelle mesure existe-t-il une contradiction entre les valeurs, attitudes et croyances transmises de manière informelle par les enseignants et le contenu du programme officiel?

Plus généralement, les systèmes scolaires peuvent aussi faillir à leur fonction de socialisation politique créant souvent des effets inattendus se rapportant à une plus grande sensibilisation aux processus pédagogiques et sociaux qui génèrent inégalités, discrimination et domination. En l'absence de possibilités de représentativité et de participation politique plus grandes, la violence pourrait alors constituer le seul mode de règlement des conflits.

- L'élargissement de l'accès à l'éducation peut-il être durable s'il n'existe pas de possibilités réelles de participation économique et politique?

Stratégies de prévention de la violence et de promotion de la cohésion sociale

Alors même que le contenu et les effets inattendus de la scolarité peuvent constituer des facteurs accélérant l'effondrement général de la cohésion sociale et le déclenchement de la violence et des conflits armés, l'éducation formelle a un rôle important à jouer dans le renforcement ou la reconstruction de la cohésion sociale à la suite de conflits violents.

- Quelles sont les conditions nécessaires pour que les systèmes éducatifs puissent minimiser, sinon prévenir, des tensions sociales et politiques plus larges?
- Comment l'éducation peut-elle contribuer de la meilleure manière à rebâtir la cohésion sociale, particulièrement à la suite de confrontations et de conflits civils violents?
- Quelles sont les stratégies qui ont réussi en termes de conception de programmes et de gestion pédagogique capables de vaincre les tensions inhérentes à des objectifs contradictoires tels la sélection et la compétitivité face à l'égalitarisme, l'uniformisation face au respect des particularismes, la centralisation face à la décentralisation et l'édification nationale face à l'universalisme?

Dans le cas de la violence en milieu scolaire, les mesures prises pour prévenir ou réduire la violence s'articulent généralement autour de l'information, la prévention et la répression. En plus des leviers externes nécessaires que constituent les mesures répressives, la prévention de la violence pourrait refréner le recours à un comportement violent si elle avait pour objectif de développer l'engagement pour des normes et des valeurs qui plongent leurs racines dans les réseaux sociaux.

- Dans quelle mesure peut-on escompter que le système de scolarisation soit seul efficace dans la prévention ou la réduction du niveau de violence en milieu scolaire?
- Quelles sont les stratégies couronnées de succès qui ont été rapportées dans les différents contextes de violence scolaire?
- Quels types de partenariat ont donné des résultats positifs ?

L'éducation pour la paix

Une vaste gamme d'initiatives pédagogiques visant à promouvoir la tolérance, la compréhension mutuelle et la non violence souvent groupées sous le titre « d'éducation pour la paix » et qui toutes contribuent potentiellement à renforcer ou à reconstruire la cohésion sociale. Cependant, les initiatives en matière d'éducation pour la paix sont souvent basées sur un certain nombre d'hypothèses sous-jacentes qui ne sont pas toujours étayées vraiment par des preuves. Ainsi, les questions relatives à ces hypothèses nécessitent-elles de plus amples recherches.

- Les initiatives d'« éducation pour la paix » ont souvent tendance à se focaliser sur le niveau du comportement interpersonnel, alors que tant de conflits violents sont engendrés au niveau du groupe. Le développement des compétences en matière de médiation interpersonnelle et de règlement des conflits a-t-il une importance quelconque par rapport aux dissensions communautaires, aux conflits armés et autres formes de violence entre les groupes?
- Si l'on admet que les attitudes et les comportements les plus violents sont appris, il faut aussi supposer que certains comportements violents ne sont pas appris du tout. Si tel était le cas, quelle serait alors l'efficacité potentielle des interventions pédagogiques pour « désapprendre » les attitudes et comportements violents?
- L'efficacité des initiatives pédagogiques pour réduire ou prévenir la violence physique peut-elle être réellement mesurée? Si oui, comment? Que nous apprennent

l'évaluation et la recherche sur l'impact des initiatives pédagogiques sur la réduction de la violence?

- La paix est souvent simplement définie comme l'absence de violence physique omettant ainsi de prendre en compte les aspects relatifs à la violence structurelle et culturelle comme les problèmes d'équité. Dans quelle mesure peut-on, de manière réaliste, attendre des programmes d'« éducation pour la paix » qu'ils contribuent à la paix lorsqu'on sait que les racines de la violence doivent être recherchées dans le contexte historique et politique global?